



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Après les élections départementales LE TOUR DES TRAVAILLEURS, C'EST LE 9 AVRIL EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 2 AVRIL 2015

Avec plus de 50% d'abstention, le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier. Les travailleurs, les jeunes, les classes populaires ont déserté les urnes.

La droite en a tiré largement parti: si le PS perd la moitié des départements qu'il gérait, la droite et Sarkozy en raflent les deux tiers et le Front National poursuit sa progression avec 62 élus.

Cette fois, Valls est bien obligé de reconnaître la défaite, mais il annonce la poursuite de la politique antisociale qui y a conduit !

Dès ce vendredi, à l'occasion de la « Conférence sociale sur la sécurisation de l'emploi », il relancera l'idée d'un CDI plus souple... pour que les petites et moyennes entreprises puissent licencier plus facilement !

## Le Pen et Sarkozy préparent les prochaines élections

La claque infligée au PS profite aujourd'hui à tous ceux qui rêvent de revenir au pouvoir ou d'y accéder pour mener la même politique au service des riches et des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures antichômeurs, antiimmigrés et profondément réactionnaires.

Tous n'ont en ligne de mire que les élections régionales de décembre prochain, puis les présidentielles de 2017.

Mais de ce petit jeu électoral, les travailleurs, les jeunes, les classes populaires n'ont rien à attendre. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'attendre les prochaines élections. C'est de reprendre l'offensive pour affronter ce gouvernement et mettre en échec sa politique.

## C'est maintenant que le monde du travail doit riposter

C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, mais 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue).

C'est dès maintenant qu'il faut riposter. Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde.

Mais les bagarres sont nombreuses dans bien d'autres secteurs, fréquemment provoquées par les déclarations de bénéfices des grands groupes, de salaires mirobolants de PDG ou de dépenses fastueuses d'une direction ou d'actionnaires.

Des mobilisations auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, les suppressions et manques d'effectifs, les trop fortes charges de travail, et bien sûr les licenciements et fermetures d'usines ou de sites : à la Poste, à la SNCF, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les douaniers, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les travailleurs des équipements sportifs ou des cantines, les enseignants de collèges ou de CFA, les contrôleurs aériens.... Sans oublier la

Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès.

## Une première étape : toutes et tous en grève le 9 avril !

Les organisations syndicales FO, CGT, Solidaires et FSU appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de

manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron, qui va généraliser le travail du dimanche et casser le Code du travail.

Même si chacun sait qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande, saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de tous ceux et celles qui n'en peuvent plus de la politique de ce gouvernement PS-MEDEF.

**Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour avancer dans l'idée de faire converger toutes les luttes dispersées. Parce que c'est bien cette intervention massive du monde du travail, de la jeunesse et des plus précaires qui changera la donne.**



## **MI-TEMPS CHEZ RENAULT POUR 7,2 MILLIONS D'EUROS**

«Carlos Ghosn va devenir le recordman des patrons les mieux payés de France, avec des montants pharaoniques qui n'obéissent qu'à des critères flous ». Voilà ce qu'écrit le journal « Les Echos ».

La somme qu'il touchera en 2014 pourrait s'élever à 7,2 millions d'€. C'est le montant de son revenu Renault 2014, au niveau actuel des cours de bourse, alors qu'il avait été de 2,67 millions d'euros en 2013. La part fixe de Carlos Ghosn reste inchangée, à 1,23 million d'euros. Mais sa part variable progresse de 31 %, à 1,814 million d'€.

Mi-temps chez Renault, mi-temps chez Nissan, Carlos Ghosn reçoit pour son mi-temps chez Nissan l'équivalent de 7,6 millions d'€. Un total annuel de plus de 14 millions d'euros pour Renault et Nissan, en ne comptant ni les jetons de présence dans d'autres sociétés, ni les revenus chez le russe Autovaz... ni les vignobles libanais.

Et pendant ce temps, chez Renault, en application de l'Accord de compétitivité, le même Carlos Ghosn impose à ses salariés encore plus de flexibilité, des suppressions de jours de RTT et le maintien du gel des salaires pour la grande majorité de ceux et celles qui y travaillent.

## **SANTÉ : UN PROJET DE LOI INQUIÉTANT**

La ministre Marisol Touraine met en avant la généralisation du « tiers payant » prévue par le projet. Mesure certes positive. Sauf qu'il n'est pas prévu que la Sécurité sociale rembourse mieux les soins dentaires, l'optique ou les appareils auditifs. Ni de supprimer les franchises ou les dépassements d'honoraires. Est-ce cela «garantir l'accès aux soins pour tous » ?

Au-delà des bonnes intentions affichées, ce projet de loi veut surtout donner à l'Etat les moyens de faire 10 milliards d'économies dans la branche santé de la Sécu. Dans le cadre des 50 milliards programmés d'ici 2017, en contrepartie des milliards promis aux entreprises avec le «Pacte de Responsabilité».

Avec un premier moyen : rentabiliser encore plus les hôpitaux. Les Agences régionales de Santé créées par Sarkozy sont confirmées dans leur mission de « gendarme » du gouvernement. Les hôpitaux vont entre autres être « obligés » d'adhérer à des « groupements hospitaliers de territoire ».

Objectif : réduire les dépenses en « mutualisant » les moyens en équipements et en personnel. Et cela en fermant encore plus de petits hôpitaux. Et en réduisant la masse salariale d'un montant correspondant à la suppression de 22 000 emplois en 3 ans.

Plus insidieusement, l'article 4 du projet Touraine consacre les « complémentaires santé » comme acteurs essentiels pour compenser une baisse future des remboursements de la Sécu. Dans la

foulée de la loi qui rend obligatoire les « complémentaires santé » d'entreprises pour 2016. Avec à la clé un vaste marché pour les assurances privées !

## **DROITS RECHARGEABLES : CHÔMEURS LÉSÉS**

Patronat et syndicats signataires de la convention UNEDIC 2014 vantaient la naissance d'un nouveau droit pour les chômeurs : les droits rechargeables. L'idée est séduisante : si tu retrouves du travail avant d'avoir épuisé tes droits, tu pourras encore en bénéficier si, à nouveau, tu te retrouves demain au chômage. Sauf que c'est surtout un moyen de pousser les chômeurs à accepter n'importe quel petit boulot, même mal payé, pour conserver une partie de leurs droits.

Mais il y a pire. C'est ce qui arrive à un chômeur qui retrouve un travail mieux payé que le précédent, puis se retrouve à nouveau au chômage. L'UNEDIC l'oblige à épuiser ses anciens droits (allocations calculées sur un boulot mal payé)... avant de lui recalculer ses droits au regard de son dernier emploi. Une véritable arnaque.

## **UNE GRÈVE QUI S'ENTEND**

Tandis que la Cour des comptes vient de remettre un rapport préconisant d'importantes coupes budgétaires au détriment des salariés, le personnel de Radio France poursuit sa grève commencée le 19 mars contre des restrictions budgétaires qui devraient entraîner de 200 à 300 suppressions d'emplois. Pour la direction, il s'agit d'économiser entre 17 et 24 millions d'euros d'ici à 2019, a déclaré le PDG Mathieu Gallet – qui a défrayé la chronique suite à la rénovation de son bureau (100 000 €) et suite à la révélation qu'il payait un conseiller en communication 90 000 € par an.

Selon la direction, le mouvement serait suivi par une minorité des 4 600 salariés. Ce qui est sûr, c'est que toutes les stations sont paralysées et diffusent une bande musicale à la place des programmes habituels. « Il faut que cette grève s'arrête » a déclaré Manuel Valls, en « sommant le Président de Radio France de prendre ses responsabilités »...

Ce qui est, comme l'ont fait remarquer les syndicats, une façon d'essayer de se dédouaner en cachant les responsabilités du gouvernement.

### **MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA** [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique